

Il y a un instant, un député a employé le mot «menaces». Je tiens à bien établir, monsieur le président, que jamais, ni à la réunion du Conseil exécutif et consultatif du Commonwealth tenue à Londres il y a un an, ni à la conférence d'Accra cette année, il n'y a eu de menace. Ce n'est pas dans ces termes que nous délibérons lors de ces conférences. Nous y parlons en amis. Nous parlons franchement, en faisant preuve du sens de la responsabilité qui s'impose et en reconnaissant nos très grands intérêts communs.

**L'hon. M. Chevrier:** On y parle entre amis.

**L'hon. M. Fleming:** Tous les pays du Commonwealth le savent, et les affirmations qui ont été publiées en certains lieux au Canada scandaliseraient tout délégué de n'importe quel pays qui a assisté à la conférence, parce qu'elles auraient donné une impression extrêmement erronée de la conférence, de ce qui y a été dit et de l'esprit dans lequel elle s'est déroulée.

Tous les pays du Commonwealth admettent que s'ils sont exclus du marché du Royaume-Uni à l'égard de n'importe lequel de leurs produits, par suite des conditions convenues avec les Six, ils devront chercher ailleurs des débouchés. Pareils avantages commerciaux font l'objet d'un échange. On conclut des contrats. Ces avantages s'accordent donnant donnant. C'est ainsi que se présentent les échanges avec d'autres pays dans le monde d'aujourd'hui.

Nous nous sommes efforcés à préserver, pour nos producteurs, tous les débouchés qu'ils avaient jusqu'ici. Je dirai que, si mon collègue et moi-même n'avions pas adopté cette attitude là-bas—comme l'ont d'ailleurs fait certains autres pays du Commonwealth dans l'intérêt de leurs producteurs,—nous aurions failli à notre devoir envers nos agriculteurs, nos industries primaires et nos fabricants qui ont des débouchés au Royaume-Uni.

Certains ont dit que le communiqué était un document vigoureux. Eh bien, monsieur le président, c'était un document précis. Il faisait un rapport exact des opinions qu'ont exprimées les nombreux pays qui ont participé à la conférence. Les vues qui y sont exposées—et ce communiqué, bien entendu, était un document dont nous étions convenus et dont chaque phrase avait été soigneusement pesée—exprime convenablement l'unanimité d'opinion. Ceux qui l'ont rédigé ont une haute idée de l'importance du Commonwealth et de l'apport que le Commonwealth fait au monde.

Nous faisons des sacrifices parce que nous avons foi dans le Commonwealth, parce que nous croyons que le Commonwealth devrait être renforcé. Le Canada a fourni beaucoup

[L'hon. M. Fleming.]

d'aide par l'entremise du Plan de Colombo. Il est évident, d'après la politique du présent gouvernement, que presque toute notre aide au titre du Plan de Colombo va à des pays du Commonwealth. Voyons les autres choses que nous avons faites pour aider d'autres pays du Commonwealth, particulièrement ceux qui cherchent à mettre leurs ressources en valeur. Nous le faisons parce que nous avons foi au Commonwealth en tant qu'institution. Nous croyons qu'il a dans le monde une mission que n'a aucune autre institution internationale. Comme le signale le communiqué du 14 juillet, nous nous inquiéterions de tout ce qui pourrait affaiblir le Commonwealth, tant nous attachons de valeur au Commonwealth et à sa mission dans le monde aujourd'hui à titre de famille ou de groupe multiracial de pays autonomes unis par des liens vraiment indéfinissables.

On a tenté de dénigrer l'intérêt que le gouvernement du Canada porte au commerce avec la Communauté. C'est certes fort injuste, étant donné les efforts que le gouvernement a faits en vue d'accroître son commerce avec les Six et de renforcer nos intérêts commerciaux et économiques dans ce milieu. Le Canada a joué un rôle de premier plan dans la réorganisation de l'OECE en organisation de coopération et de développement économiques. Nous travaillons là en collaboration avec tous les membres de la Communauté. Certes, nous sommes des alliés par l'OTAN de tous ces États membres de la Communauté. Nous avons des rapports très étroits avec celle-ci. Ces rapports ne sont pas si étroits que ceux que nous entretenons avec les pays du Commonwealth, mais nous attachons beaucoup de valeur à nos relations avec le groupe des Six et nous espérons accroître notre commerce avec eux. Telle a été la politique du gouvernement, et cette politique demeure.

A cause de nos relations avec ces pays, nous avons pu leur faire comprendre, je pense, l'importance que nous, à titre de grande nation commerciale, attachons à la poursuite de leurs objectifs par des politiques orientées vers l'extérieur et non pas vers l'intérieur, politiques qui auraient pour effet de restreindre le commerce entre la Communauté et le reste du monde.

Pour ce qui est de l'attitude des États-Unis à l'égard de cette importante question, je signalerai simplement le fait qu'au moins un membre du cabinet américain a récemment déclaré publiquement que les États-Unis ne voudraient pas que le Royaume-Uni adhère à la Communauté et que se continue en même temps le régime de préférence du Commonwealth. Pendant que nous étions encore à Accra, on m'a signalé par télégramme